

Comptes rendus

La revue a organisé la 2^e édition du Concours de recensions pour jeunes chercheurs au cours de l'automne 2017. Les trois gagnants du concours sont publiés dans ces pages. Nous les félicitons chaleureusement :

- 1^{re} place – **Maxime Brunet**, candidat à la maîtrise en science politique à l'Université du Québec à Montréal
Livre recensé : Max Bergholz, 2016, *Violence as a Generative Force: Identity, Nationalism, and Memory in a Balkan Community*, New York, Cornell University Press.
- 2^e place – **Julien Pongérard**, étudiant en sciences sociales à l'École normale supérieure de Paris-Saclay (France) et chercheur pré-doctorat au Département de géographie de l'Université de Montréal
Livre recensé : Rolph Tamnes et Kristine Offerdal, 2016, *Geopolitics and Security in the Arctic: Regional Dynamics in a Global World*, New York, Routledge.
- 3^e place – **Lynda Hubert Ta**, candidate au doctorat à la Faculté de droit de l'Université Laval
Livre recensé : Bonnie Campbell et Myriam Laforce, 2016, *La responsabilité sociale des entreprises dans le secteur minier. Réponse ou obstacle aux enjeux de légitimité et de développement en Afrique ?*, Québec, Presses de l'Université de Québec.

THÉORIE, MÉTHODE ET IDÉES

Comment perdre une guerre. Une théorie du contournement démocratique

Élie BARANETS, 2017, Paris
CNRS Éditions, 384 p.

Les travaux d'Élie Baranets s'inscrivent dans le champ d'études relatif à la notion de victoire démocratique. Selon cette perspective, les régimes démocratiques sont

avantagés en situation de guerre. Ainsi, et de façon non exhaustive, le débat public, contradictoire et transparent, impliquerait un effet de sélection chez les dirigeants qui opteraient pour les engagements militaires susceptibles d'assurer la victoire. Par ailleurs, conséquence d'un individualisme favorisant l'esprit d'initiative, le commandement y serait de meilleure qualité (page 61 et suivantes). Or, ces démocraties connaissent également des défaites.

Pour Élie Baranets, ces dernières pourraient s'expliquer par ce qu'il appelle le « contournement démocratique », c'est-à-dire un abus par l'exécutif des prérogatives qui lui sont conférées. Plus précisément, ce contournement est une tromperie correspondant à un écart substantiel entre les objectifs de guerre réels et les objectifs de guerre annoncés. Après avoir présenté en introduction de manière didactique sa méthode d'enquête, Élie Baranets tente de valider son hypothèse de façon dynamique à l'aide de deux études de cas : l'intervention des États-Unis au Vietnam à partir de 1965 et celle d'Israël au Liban en 1982.

Les analyses sont structurées selon la même logique : des rappels chronologiques, la genèse du contournement démocratique, puis ses effets. Il justifie le choix de ces deux cas, d'une part, parce qu'il considère que ce sont les deux conflits les plus utilisés par la littérature spécialisée et, d'autre part, parce que, si sa théorie est validée dans deux cas très différents, elle pourrait être plus facilement généralisée.

Aussi, selon l'auteur, ces exemples qui contredisent le paradigme de victoire démocratique illustrent la spirale grandissante du contournement, c'est-à-dire « restriction dans l'engagement – difficultés militaires – contestation » (page 111). En effet, afin de s'assurer des succès en matière de « politiques publiques » – à comprendre selon l'auteur comme

politiques domestiques et soutien de l'opinion publique –, les gouvernants dissimulent le décalage qui peut exister entre les motifs réels et les valeurs promues. Le principe de publicité ou de transparence démocratique est écarté. De plus, pour préserver l'opinion publique, et donc le risque de contestation, ils minorent le coût humain. Des restrictions dans l'engagement sont donc nécessaires pour répondre à ces impératifs de discrétion et de prudence stratégiques (page 104). Cependant, ces réductions conduisent à des difficultés militaires dont les conséquences entraînent la contestation qui, elle-même, accroît les restrictions dans l'engagement. Un cycle qui conduit à la défaite.

Concernant les États-Unis au Vietnam, Élie Baranets focalise son attention sur le rôle joué à partir de 1963 par Lyndon Johnson, dont les pratiques discrétionnaires deviendraient véritablement structurantes du contournement. Homme de politique interne, Johnson a pour objectif la réalisation d'une *Great Society*, qui commande un capital politique important. En pleine guerre froide, l'usage de la force au Vietnam est nécessaire pour éviter la perte du Sud-Vietnam, mais la discrétion est exigée afin d'éviter que le débat public ne s'écarte de la « Grande Société ». En réussissant à faire voter la résolution du golfe du Tonkin, Johnson s'assure de la légalité de la guerre. Cependant, le vote

s'appuie sur des « incidents fantômes » présentés au Congrès par l'exécutif en toute connaissance de cause.

L'examen de l'opération « Paix en Galilée » s'articule autour de deux portraits, celui d'Ariel Sharon et celui de Menahem Begin. Les deux hommes ont dissimulé leurs véritables objectifs de guerre par des buts plus modestes. Ainsi, d'une totale destruction des infrastructures de l'Organisation de libération de la Palestine conjuguée à une expulsion des forces syriennes du Liban, on est passé à un « simple » refoulement des forces palestiniennes de quarante kilomètres au-delà de la frontière nord-israélienne.

Dans les deux cas, en voulant éviter la contestation, les dirigeants américains et israéliens ont choisi des modalités d'action qui l'ont précipitée et amplifiée. La « spirale grandissante » s'est réalimentée d'elle-même jusqu'à provoquer la défaite militaire.

Si le travail d'Élie Baranets se rapproche du libéralisme tout en faisant appel ponctuellement à des raisonnements constructivistes, son apport au débat interparadigmatique est limité. En revanche, son enquête tend à favoriser le dialogue entre des théories intermédiaires. Aussi, son originalité s'illustre moins au travers de sa position théorique que par son objet d'étude : les défaites des démocraties. La théorie du contournement démocratique relève d'une rigueur

scientifique assumée et confrontée aussi bien au réel qu'au principe de falsification poppérien.

Comme le réclame l'auteur, il serait bon de confronter cette théorie du contournement démocratique à d'autres cas. Il pourrait aussi être judicieux de rechercher des comparaisons avec des régimes autoritaires. En considérant, par exemple, l'enlèvement de l'Union soviétique en Afghanistan, on peut se poser la question de savoir si le problème ne serait pas l'ingérence plutôt que la transparence, critère limité qui ne répond pas à toutes les questions. De plus, Élie Baranets évacue l'une des idées principales du domaine dans lequel il s'inscrit : la guerre juste. Négligeant les principes d'*autorita principis* et de *causa justa*, il ne se concentre que sur celui de *intention recta*. Enfin, le lecteur pourra regretter de ne pas trouver d'examen de l'intervention américaine de 2003 en Irak, alors même que Colin Powell illustre la couverture de l'ouvrage.

Camille TROTOUX
Centre Thucydide, Université Paris II
Panthéon-Assas
Paris, France

1^{er} prix du concours
de recensions 2017

**Violence as a Generative Force:
Identity, Nationalism,
and Memory in a Balkan
Community**

Max BERGHOLZ, 2016, *New York
Cornell University Press*, 441 p.

La littérature sur la violence intercommunautaire est dominée par des approches descendantes qui interprètent ces événements en fonction de leur contexte socio-politique élargi. Il est fréquent d'insister sur des facteurs tels que les antagonismes interethniques et les politiques nationalistes des élites urbaines pour expliquer différentes séries de massacres. L'historiographie des tueries de masse au sein de l'État indépendant de Croatie durant la Seconde Guerre mondiale n'échappe pas à cette tendance ; tenant pour acquis le rôle des idéologies nationalistes dans l'éclatement de la violence, la majorité des ouvrages sur le sujet s'emploie à décrire en détail l'atrocité des violences commises à l'aide d'une catégorisation ethnique des bourreaux et des victimes.

Insatisfait par cette approche macro, Max Bergholz dirige son attention sur le niveau local pour comprendre les causes directes des violences intercommunautaires. À cette fin, l'auteur prend comme seul objet d'étude Kulen Vakuf, un village multiethnique aujourd'hui situé au nord-ouest de la Bosnie, à la frontière de la

Croatie, et ses environs. À l'aide d'un travail de recherche sans précédent, d'entrevues sur le terrain et de documents inédits provenant d'archives locales, l'auteur retrace pas à pas l'évolution des conflits violents qui ont culminé avec le massacre de plus de 2000 personnes du 6 au 8 septembre 1941. Ce véritable travail de microhistoire permet à l'auteur d'aborder une seconde question : quels sont les impacts de la violence intercommunautaire sur les identités et les relations sociales ?

Pour répondre à ces interrogations, Bergholz commence par établir le vocabulaire intercommunautaire historique de la région. L'auteur conclut après une recherche d'archives pointue que les lignes de fractures ethniques entre les « Serbes », les « Croates » et les « Musulmans » sont très souples, car elles ont rarement un impact significatif sur les rapports sociaux à Kulen Vakuf avant les événements de 1941. L'ouvrage s'intéresse ensuite aux impacts de l'instauration du gouvernement nationaliste et fasciste croate à la suite de l'invasion de la Yougoslavie par les forces de l'Axe. Nouvellement au pouvoir, les *Ustaše* tenteront de faire valoir une conception raciale et multiconfessionnelle de l'identité nationale croate qui comprendrait les catholiques et les musulmans, mais exclurait les Serbes orthodoxes. L'ouvrage démontre néanmoins comment, en raison de leur déficit de légitimité dans la région, les autorités ne réussirent à attirer que des individus marginalisés

pour mettre en place leurs politiques de persécution des populations serbes. Cette analyse du contexte local permet donc à l'auteur de conclure que la communauté de Kulen Vakuf était peu encline au nationalisme ethnique et réfractaire aux politiques gouvernementales.

En réalité, le gouvernement exerçait peu de contrôle sur les milices locales qui ont plutôt profité du contexte pour piller et régler des conflits préexistants. Ce sont ces actes intéressés qui ont créé un climat social tendu et conduit les milices ustaše, paniquées devant une possible insurrection de la majorité serbe, à commettre de nombreux massacres dans les villages de la communauté. La multiplication de ces atrocités et un sentiment d'insécurité réciproque ont poussé un grand nombre de Serbes à se réfugier dans les forêts, rassembler des groupes armés et finalement attaquer les villages considérés comme ustaše. L'auteur soutient ainsi que c'est l'éveil de sentiments mutuels de peur dans un contexte chaotique qui a causé l'éclatement de la violence. D'ailleurs, de nombreux cas de solidarité interethnique recensés durant ces épisodes violents rappellent l'existence des relations harmonieuses antérieures.

Le second apport important de l'ouvrage de Bergholz est le suivant : la violence n'est pas la culmination d'une ethnicisation de la société, mais plutôt son déclencheur. En effet, les violences

ciblées ont rapidement eu pour effet de cristalliser de nouvelles compréhensions de la communauté en la divisant le long de démarcations ethniques. C'est ainsi que plusieurs assaillants croates, musulmans et serbes se sont mis à considérer des groupes ethniques entiers comme l'ennemi. Le conflit atteindra de cette manière son paroxysme avec le massacre de 2000 Musulmans en fuite. L'auteur souligne également la réaction inverse à ces nouvelles catégorisations. Certains combattants ont représenté les communautés adverses comme des frères d'une autre ethnie et tenté de prévenir leur meurtre. L'auteur démontre par ailleurs la contingence de l'escalade de la violence qui peut être freinée par la présence de ces partisans de la retenue. L'ultime chapitre examine quant à lui la permanence de ce phénomène d'ethnicisation soudaine de l'identité causée par la violence. L'auteur décrit comment ces nouveaux schémas mentaux ont continuellement façonné la compréhension du monde social à Kulen Vakuf dans les décennies qui ont suivi.

Max Bergholz effectue un travail remarquable de microanalyse. Son ouvrage a le double avantage de fournir des informations rigoureuses sur le cas complexe et sous-étudié de Kulen Vakuf tout en enrichissant, avec ces questions plus larges, une historiographie trop souvent en quête de coupables génocidaires. La remise en question du nationalisme ethnique comme variable

incontournable dans ce genre de conflit est absolument rafraîchissante et nécessaire. Toutefois, l'attention totale accordée au niveau local fait parfois ombrager au contexte politique yougoslave sans lequel le processus d'émergence de la violence décrit dans cet ouvrage n'aurait pas été possible. Le concept de la violence générative constitue la plus grande force de cet ouvrage. Cette notion présente dans d'autres travaux influents de la littérature est ici examinée sous toutes ses coutures dans le contexte balkanique. Il s'agit d'un portrait approfondi et illustré du processus de réajustement soudain des représentations identitaires en réaction aux traumatismes liés à la violence.

Maxime BRUNET
Département de science politique
Université du Québec à Montréal
Montréal, Canada

HISTOIRE ET DIPLOMATIE

Ethnographie du Quai d'Orsay. Les pratiques des diplomates français

*Christian LEQUESNE, 2017, Paris
CNRS éditions, 256 p.*

Métier en mutation, la diplomatie demeure une activité absconse et insondable. Quelle est la valeur ajoutée d'un diplomate? Quel est le sens de son action au quotidien? La diplomatie est d'abord un ensemble de pratiques. Son étude a longtemps été le parent

pauvre de la théorie des relations internationales. Ancien directeur du Centre de recherches internationales (CERI) à Sciences Po Paris, le professeur Christian Lequesne a effectué une partie de sa carrière professionnelle au sein d'une ambassade, à Prague, puis à la London School of Economics and Political Science. Son ouvrage est le témoignage d'un chercheur qui interprète une réalité en se basant sur les représentations discursives construites par les acteurs.

Il décrypte la fabrique de la politique étrangère en analysant le fonctionnement d'un univers aux pratiques ésotériques et codifiées. Sachant prendre du champ par rapport à l'analyse fonctionnaliste ou journalistique des différentes dimensions du métier, il se démarque de la littérature sur le sujet. Loin du manuel d'histoire, d'une monographie du ministère ou d'une suite d'anecdotes et de révélations sur des dysfonctionnements, l'auteur propose, tel un ethnographe, des clés pour déchiffrer les pratiques de ces acteurs de la politique étrangère française. En scientifique aguerri, ses analyses sont le résultat d'une enquête menée durant trois années au sein de l'institution et auprès de ses agents. Amplement inspirée par la sociologie et l'anthropologie, sa méthode de travail repose sur de nombreuses réunions au ministère et sur une centaine d'entretiens semi-directifs avec les représentants de la France à l'étranger. Les relations internationales sont abordées de

l'intérieur, sans enjoliver la fonction, pour, au final, mieux comprendre la fabrication d'une politique publique et éclairer le sens de la politique étrangère de la France sous la V^e République.

Après avoir justifié ses choix méthodologiques et théoriques, mais aussi les obstacles auxquels tout travail d'observation se heurte, l'auteur commence par examiner son sujet à travers le prisme des motivations qui conduisent un impétrant à embrasser la carrière diplomatique et à se destiner à ce qui s'apparente, à bien des égards, à un sacerdoce. Issus des classes sociales moyennes et supérieures, les fonctionnaires du Quai d'Orsay sont diplômés soit de l'École nationale d'administration (ÉNA), soit de l'INALCO. L'auteur met en exergue la différence entre énarques et cadres d'Orient, afin de mieux montrer comment les diplomates appartenant à la carrière contrôlent l'intégration des profils extérieurs à l'administration – car ils représentent une concurrence directe pour les emplois d'encadrement – et fondent, ainsi, les bases d'un puissant corporatisme.

Tout diplomate doit, de surcroît, faire siennes un certain nombre de normes pour construire sa carrière. Ces experts de haut niveau maîtrisent les codes du travail diplomatique. En dépit d'une énorme diversité entre énarques et cadres d'Orient dans la formation et le recrutement du personnel diplomatique, pour

faire carrière il faut se conformer à certaines normes communes, une sorte de « moule diplomatique » : le Quai n'est pas une administration où la marginalité et l'excentricité sont forcément valorisées. Le diplomate doit apprendre à gérer la concurrence de nombreux autres acteurs qui font la même chose que lui et sont parfois mieux informés : autres ministères, ONG, experts, organisations internationales, agences de presse, etc.

Cela ne signifie pas que tous les diplomates pensent et agissent de la même manière. L'auteur poursuit en s'interrogeant sur la place des femmes, le rôle des syndicats et des associations internes, ainsi que la vie après la carrière et les liens qui unissent les diplomates retraités à leur ministère.

Nombreux sont les individus qui choisissent de devenir diplomates précisément parce qu'il ne s'agit pas d'un métier monofonctionnel. Une fois en poste, l'auteur distingue, à partir de la typologie d'Iver Neumann, trois identités professionnelles : le bureaucrate chargé du fonctionnement de la machine diplomatique, le médiateur de l'État français à l'étranger et le héros au service de l'intérêt général. Voilà trois rôles que le diplomate s'arroge simultanément, même si la première pratique reste prépondérante. Par la nature de ses missions, le diplomate interagit constamment avec le pouvoir politique. En relatant le quotidien des diplomates, au Quai d'Orsay

comme en ambassade, l'auteur observe ce rapport au pouvoir à l'aune des représentations subjectives d'agents qui se heurtent aux demandes irréalistes et aux options contradictoires du « prince » (conseillers, ministre et président). Le livre dévoile ainsi deux représentations de la politique étrangère. De la sorte, l'interaction que les diplomates entretiennent assidûment avec le pouvoir qu'ils représentent est empreinte d'ambivalence.

Bien que fidèles et conciliants à l'endroit de l'autorité qu'ils servent, les agents du Quai d'Orsay ne pensent ni n'agissent de manière homogène. Deux cartes mentales structurent leur vision du monde : certains privilégient, dans la pure tradition gaullienne, l'indépendance et le rang de la France sur la scène internationale, tandis que d'autres, les occidentalistes, s'arment à la politique étrangère des États-Unis. Par ailleurs, l'auteur donne à voir le rôle prépondérant de la parole dans la fabrique d'influence qu'occupe le ministère : le « dire », les notes, l'enjeu de la communication publique et de la représentation avec, notamment, le caractère très protocolaire des dîners. Enfin, le dernier chapitre traite du renouveau d'intérêt des diplomates pour une pratique consulaire porteuse d'une politisation accrue, car nourrie par les controverses dans l'espace public : le contrôle de l'immigration et les enjeux électoraux liés à la représentation des Français de l'étranger.

Bien documenté, ce livre s'adresse dans un premier temps aux néophytes qui aspirent à rejoindre, en toute connaissance de cause, le Quai d'Orsay. Il séduira, dans un second temps, les étudiants et chercheurs avides de démonter la boîte noire des relations internationales et de rompre avec l'image mondaine injustement attachée à l'étude de la diplomatie.

Jérôme MONTES
Institut d'Études Politiques de Toulouse
Toulouse, France

The Global Chancellor: Helmut Schmidt and the Reshaping of the International Order

*Kristina SPOHR, 2016, Oxford
Oxford University Press, 240 p.*

Helmut Schmidt nous a quittés en 2015 en laissant un bilan contrasté de son action. L'image de ce chancelier de l'Allemagne de l'Ouest pendant huit années houleuses a souffert de la comparaison avec les réussites de ses illustres prédécesseurs et successeurs : Konrad Adenauer (1949-1963) et la normalisation d'une Allemagne vaincue, Willy Brandt (1969-1974) et l'ouverture à l'Est et, enfin, Helmut Kohl (1982-1998) et la réunification. Schmidt, pour sa part, a longtemps été critiqué pour ses méthodes de gouvernement et pour le manque d'attention aux questions internes. Dans *The Global Chancellor*, Kristina Spohr propose une réévaluation du passage de Schmidt au pouvoir en étudiant ses succès

et sa vision en politique étrangère. Elle met en avant les questions de politique économique internationale, l'évolution du conflit bipolaire et ses enjeux géopolitiques.

Schmidt devint chancelier au printemps 1974, une année marquée par une forte instabilité macroéconomique à la suite de la chute du système de Bretton Woods. La récession et l'instabilité monétaire qui ont mis fin aux trente glorieuses et marqué les années soixante-dix comme une décennie de crise ont poussé certains à craindre la disparition du capitalisme. L'année 1974 vit un renouvellement des leaders occidentaux. Avec Valéry Giscard d'Estaing et Gerald Ford, Schmidt entretint des relations personnelles et politiques très positives, marquées par une compréhension réciproque des priorités de chacun.

C'est donc dans un climat de coopération renouvelée et fort de son expérience de ministre des Finances dans le gouvernement Brandt que, selon l'auteure, Schmidt exerça un véritable leadership dans les questions de diplomatie économique. Il joua un rôle clé dans la création du sommet des pays industrialisés (G7) et dans le choix des politiques à mettre en œuvre pour relancer la croissance. Les initiatives du leader allemand étaient le fruit d'une vision claire de l'évolution du système international : globalisation naissante et donc interdépendance

grandissante. Le leadership de Schmidt perdura également sous la présidence Carter, une période de distance transatlantique croissante, où s'affrontaient le keynésianisme du président démocrate et l'attention du gouvernement allemand à l'orthodoxie budgétaire et à la stabilité des prix. Cette distance n'aura cependant pas empêché certains succès, comme le compromis obtenu lors du sommet de Bonn.

Les années de la chancellerie d'Helmut Schmidt furent marquées par l'apogée puis l'effondrement de la « détente ». Le dirigeant allemand sut jongler avec des dynamiques contrastantes et y survivre. D'un côté, il fut protagoniste du sommet d'Helsinki en 1975. De l'autre, face au regain de vigueur des tensions bipolaires, il renforça l'ancrage de son pays dans le camp occidental et fut promoteur de l'accord « *dual track* » entre l'OTAN et le pacte de Varsovie, qui prévoyait une réduction bilatérale des armements en Europe. Le non-respect de l'accord engendra, après le mandat de Schmidt, la crise des euromissiles : une escalade de tensions entre les blocs due à l'installation de nouveaux missiles balistiques à portée intermédiaire en Europe de l'Ouest. La professeure Spohr montre très bien que le comportement de Schmidt ne fut pas dicté par une nature de simple « faiseur » (page 34), qui lui fut longtemps reprochée. Le chancelier faisait partie d'un noyau international restreint d'intellectuels, experts de stratégie et de défense.

Ce livre de qualité montre efficacement l'importance des relations personnelles dans les relations diplomatiques. Schmidt a certainement apporté une rupture par rapport à la situation que connut son prédécesseur Willy Brandt, qui était perçu avec méfiance par ses partenaires occidentaux. Ces liens personnels ont certainement favorisé l'émergence de son leadership sur les questions financières internationales. Mais, bien que son argumentation soit solide, l'auteur traite ce leadership et certains succès de Schmidt avec une emphase parfois excessive. C'est notamment le cas de la création du G7. L'auteure met l'accent sur la vision du chancelier tout en atténuant le rôle de Giscard d'Estaing, l'autre grand protagoniste de cette initiative et membre avec Schmidt du « Library Group », où se réunissaient les ministres des Finances des cinq pays les plus industrialisés. Il faut cependant souligner que le livre explore avec lucidité certaines limites de l'action de Schmidt. L'incapacité de celui-ci à « lire » correctement la personnalité du président Carter ainsi que certaines gaffes à son égard ont eu des répercussions sur les relations transatlantiques. Spohr illustre très bien la différence fondamentale de visions des deux hommes sur les politiques économiques à adopter.

Sur un point, le raisonnement perd en efficacité. Spohr suggère que le chancelier était en avance sur son temps, ayant perçu très tôt ce qui prendrait

plus tard le nom de « globalisation » (page 2). Son appui à la coopération économique dans la seconde moitié des années 1970, en réponse à l'interdépendance croissante, s'inscrit parfaitement dans ce que l'historiographie décrit comme les « Long Seventies ». Daniel Sargent, Niall Ferguson ou Charles Maier affirment que durant cette décennie la guerre froide cessa d'être le principal élément structurant des relations internationales et qu'elle fut supplantée par la globalisation. Or Kristina Spohr, dans la majeure partie de son livre, s'efforce de montrer l'identité de « Cold Warrior » d'Helmut Schmidt, son influence sur l'évolution stratégique de l'affrontement bipolaire ainsi que ses réflexions profondes en la matière. Elle s'abstient par contre d'illustrer avec autant de précision, en nous demandant parfois de les déduire, comment Schmidt percevait les changements que traversait le monde : la montée de l'interdépendance entre les nations et l'élargissement du monde résultant de la soudaine montée en puissance du « Sud ».

En conclusion, Kristina Spohr nous offre une remarquable contribution en langue anglaise sur une des figures clés de la seconde moitié du 20^e siècle. Ce livre ne se veut pas une biographie, mais une réévaluation d'Helmut Schmidt par l'examen de ses réalisations internationales. Il se fonde sur des recherches d'archives exhaustives, non seulement à travers les sources de

langue allemande, mais aussi à travers celle des partenaires du club atlantique. Le livre atteint ses objectifs. Il montre un homme d'État qui ne fut pas intimidé par la popularité de ses prédécesseurs, mais qui, bien au contraire, par son parcours intellectuel et professionnel, sut faire trésor de la tradition préservée par son pays sous le leadership d'Adenauer et de Brandt. Il sut mettre à profit le capital politique que l'Allemagne de l'Ouest avait obtenu par sa force économique et l'ancre avec davantage de fermeté au bloc occidental, tout en ne renonçant pas à l'héritage de l'Ostpolitik de Brandt, devenant ainsi un interlocuteur crédible dans une confrontation bipolaire changeante. Finalement, ce bilan est convaincant, mais il gagnerait à s'enrichir d'une réflexion sur le rôle de Schmidt dans le processus d'intégration européenne. Spohr choisit de ne pas traiter ce sujet sans pour autant justifier ce choix, pourtant difficile à comprendre.

Mattia RAVANO
Institut des Hautes Études
Internationales et du Développement
Genève, Suisse

ENVIRONNEMENT

L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital

*Andreas MALM, 2017, Paris
La Fabrique, 242 p.*

Dans cet ouvrage, Andreas Malm nous enjoint, un peu à la façon

caractéristique de l'air du temps, de nous « défaire de l'économie fossile par des mesures révolutionnaires ». L'anthropocène est son point d'entrée pour décrire l'époque dans laquelle nous vivons actuellement et qui débute plus ou moins au moment où la machine à vapeur alimentée par une énergie fossile se serait imposée. Cette ère géologique se caractérise par l'impact important et négatif de certaines activités humaines sur le climat ; le nom « d'anthropocène », suivant la discipline de la géologie, qualifie l'époque où, pour ces raisons, le réchauffement planétaire rendrait la Terre impropre à notre survie. C'est vers un portrait assez pessimiste de la situation actuelle de la planète que Malm oriente notre regard. Or on ne peut blâmer l'humanité dans son ensemble. Son pari : comprendre l'origine du problème pour mieux s'en départir.

Ainsi, il est selon lui important de se défaire d'abord d'une idée reçue, celle qui consiste à mettre au banc des accusés « l'espèce humaine » en entier. C'est par cette volonté de restituer au réel sa complexité en refusant de l'enfermer dans une catégorie universalisante – l'Humanité – qu'il propose de désigner le vrai coupable, soit l'Empire britannique, qui aurait été le réel pyromane, l'acteur ayant allumé le brûlot de l'économie fossile. Autrement dit, l'Empire britannique, en adoptant l'énergie fossile aux dépens de l'énergie hydraulique, alors supérieure en

efficacité, dans l'ensemble de ses industries et de manière accélérée, aurait opéré ce renversement dans les fondements mêmes de l'économie et ainsi reconfiguré le capitalisme, voire aurait inauguré sa forme actuelle.

Une telle thèse permet de disqualifier le discours qui admet généralement que les pays en voie d'industrialisation sont les coupables du réchauffement planétaire, alors que factuellement, c'est la révolution industrielle britannique qui nous aurait fait basculer dans cette nouvelle ère géologique de l'anthropocène. Malm soutient que le choix du charbon n'allait pas de soi, mais puisqu'il assurait un plus grand contrôle des travailleurs (la machine à vapeur étant en mesure d'assurer une énergie continue, les capitalistes britanniques s'assuraient de soutirer une journée continue de travail) et qu'il était au final plus fiable, car il ne dépendait pas des forces naturelles, les capitalistes britanniques l'ont adopté et imposé. De plus, il permettait d'implanter les industries dans les centres les plus peuplés, là où le capital de travailleurs était plus important. Finalement, la machine à vapeur permettait d'imposer une puissance impériale sans limites car, avec son avènement, la distance n'était plus un facteur déterminant. Cette information n'est pas anodine selon Malm, car c'est la dernière étape du capitalisme tel qu'on le connaît aujourd'hui, soit un capitalisme affranchi des forces naturelles et

de la localisation géographique : un capitalisme illimité nourri aux énergies fossiles.

Le ton extrêmement alarmiste de l'auteur est présent tout au long de l'ouvrage. On aurait pu croire que ce cri incessant lasserait le lecteur, et pourtant cela fonctionne. Car, en effet, on ne peut sans doute jamais parler suffisamment de cette ultime étape du capitalisme avancé. Tous les experts et les recherches en ce sens s'entendent pour dire qu'il y a urgence d'agir pour renverser ou du moins arrêter le réchauffement planétaire, source de tous les changements climatiques et qui pourrait bien mener à une accélération des catastrophes naturelles, en force et en nombre, lesquelles entraîneraient dans leur sillage des crises humanitaires, sociales et économiques jamais égalées. Qui plus est, selon Malm, lors de la conférence de Paris notamment, les acteurs auraient sans doute minimisé le réchauffement ou n'auraient tout simplement pas considéré certains indicateurs de réchauffement et, par conséquent, la crise écologique pourrait être bien pire que prévu.

Malm est confronté au moment du passage de l'éthique à l'agir. Ainsi, il admet à son tour qu'il y a un devoir, voire une nécessité, d'agir pour empêcher le réchauffement planétaire d'engendrer les conditions de notre extinction. Pour sa part, et suivant Naomi Klein, il propose que toutes actions, qu'elles soient révolutionnaires ou réformistes,

participent au changement. Cette synthèse de deux modes d'action en apparence contradictoires suggère de relire *Le capital* de Marx à la lumière du problème de l'écologie et de réfléchir à la nécessité de s'inspirer de la révolution bolchévique, car on ne peut, selon lui, compte tenu de la situation, se détourner de la saisie du pouvoir et de son potentiel révolutionnaire. Ainsi, le pouvoir doit lui aussi être mis au service de l'écologie sans faire porter le fardeau du changement exclusivement à des organisations révolutionnaires.

Là où la démonstration défaille, et c'est le propre même je crois de l'énigme du politique, c'est de penser que saisir théoriquement une situation de la réalité concrète – moment déterministe – équivaut nécessairement à vouloir agir – moment volontariste. Dans cette conception du politique, il y aurait nécessairement adéquation entre le moment déterministe et le moment volontariste. Cependant, ce moment volontariste dans la réalité concrète ne survient jamais de lui-même. Il faut donc l'initier, souvent par des moyens peu originaux : l'éducation ou la contrainte. Or, si Malm nous met en garde contre le fascisme écologique qui pourrait survenir au détour de la crise écologique totale, on peut se demander si s'inspirer de la révolution bolchévique nous aidera réellement. Après tout, et ici le marxisme ne détient pas le monopole de la tragédie

politique, la rééducation et la contrainte sont rarement synonymes d'effets positifs et au final le politique demeure peut-être ce qu'il a toujours été, soit le lieu où rien ne se règle.

Étienne DESBIENS-DESPRÉS
Département de philosophie
Université de Montréal
Montréal, Canada

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

3^e prix du concours
de recensions 2017

La responsabilité sociale des entreprises dans le secteur minier.

Réponse ou obstacle aux enjeux de légitimité et de développement en Afrique?

*Bonnie CAMPBELL et Myriam
LAFORCE (dir.), 2016, Québec
Presses de l'Université du Québec,
252 p.*

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est un concept en plein essor qui désigne une grande diversité de stratégies corporatives et d'initiatives fondées sur l'autorégulation. L'élargissement de sa portée, intégrant progressivement des objectifs de développement local, fait l'objet de vifs débats dans la littérature. L'ouvrage collectif dirigé par Bonnie Campbell et Myriam Laforce s'inscrit dans ces débats,

selon une perspective sectorielle et régionale, en s'interrogeant sur le réel potentiel de la RSE pour répondre durablement aux problèmes de développement économique et social des communautés d'accueil de projets miniers en Afrique. L'ouvrage contribue à ces débats en remettant au premier plan certains éléments contextuels et certaines dimensions politiques essentielles, jusque-là écartés. Il propose une analyse critique, plus profonde et concrète, qui dépasse la connotation positive généralement associée au concept.

Deux hypothèses irriguent l'analyse. Selon la première, l'engouement pour la RSE a été propulsé par un contexte politique favorable, son importance comme instrument de développement ayant donc des racines politiques profondes, souvent occultées. En effet, selon les auteurs, le processus de libéralisation économique instauré depuis les années 1980 dans la plupart des pays africains a redéfini les responsabilités étatiques dans l'encadrement du secteur minier et brouillé les limites entre les domaines d'intervention des acteurs publics et privés, favorisant un transfert de responsabilités des premiers vers les seconds et, ainsi, l'accroissement des attentes en matière de développement économique et social à leur égard. Ce processus a donc permis l'émergence d'un cadre politique, économique et institutionnel favorable à la prolifération des initiatives d'autorégulation des entreprises minières,

et l'élargissement de la portée de ces initiatives contribue à la confusion sur la limite des responsabilités des acteurs concernés, sans régler définitivement les problèmes de légitimité des entreprises minières. Celles-ci font de plus en plus face à des demandes dépassant leurs moyens, créant des tensions avec les communautés locales.

La deuxième hypothèse concerne certaines dimensions politiques liées aux relations d'influence et de pouvoir, ignorées par les débats sur la portée développementale de la RSE et pourtant essentielles pour questionner la capacité des stratégies de RSE à répondre à des problèmes structurels de longue date. Selon les auteurs, le processus de libéralisation des économies africaines a aussi engendré des rapports de pouvoirs asymétriques, notamment entre les acteurs étatiques et privés et entre les groupes locaux privilégiés ou marginalisés que les stratégies de RSE tendent à négliger, échouant ainsi à s'attaquer aux causes profondes des problèmes de légitimité des activités minières et à répondre aux défis du développement comme elles prétendent le faire. Ces stratégies, formulées en réponse aux préoccupations du marché international ou aux orientations des pays d'origine des entreprises, seraient déconnectées des contextes locaux et auraient peu d'effets significatifs sur l'amélioration des conditions de vie des populations. Dans ce contexte, leurs bénéfiques, notamment en

termes de légitimité, sont partiels et temporaires. Elles risquent de détourner l'attention des alternatives permettant d'améliorer véritablement la contribution du secteur minier au développement des pays africains, et de masquer ou d'accentuer les problèmes existants.

Ainsi, l'ouvrage rappelle que la RSE demeure une stratégie d'affaires et que, dans sa conception actuelle, elle ne répond pas adéquatement aux problèmes de développement local. Les stratégies de RSE devraient être mieux articulées aux besoins et aux réalités locales, tenir compte des dynamiques de pouvoir existantes et des points de vue de toutes les parties prenantes, et s'insérer dans les plans de développement formulés localement. L'ouvrage souligne aussi l'importance de repenser les modèles de développement et de renouveler les cadres politiques et réglementaires afin d'infléchir les tendances structurelles héritées du passé.

L'ouvrage procède d'une approche originale et dynamique, à la fois théorique (chapitre 1), empirique (chapitres 2 à 4) et interdisciplinaire, l'analyse s'inscrivant dans l'économie politique internationale hétérodoxe, les sciences juridiques, les sciences de l'environnement et l'anthropologie. Il présente des perspectives diversifiées, dont celle de l'exploitation minière artisanale, offrant un portrait plus global des enjeux existants. L'ouvrage se démarque aussi par la richesse

de son contenu empirique. L'examen d'initiatives de RSE au Mali, au Ghana et en République démocratique du Congo illustre de façon très vivante les hypothèses de départ. Les études de cas sont remarquablement documentées et les données de terrain d'une richesse exceptionnelle, compte tenu des contextes souvent difficiles dans lesquels elles ont été recueillies. Les observations présentées ici seront précieuses pour les chercheurs de diverses disciplines qui s'intéressent à la RSE et aux enjeux de légitimité des entreprises minières en Afrique, et pour les acteurs concernés qui voudraient ajuster leurs pratiques. De plus, l'ouvrage partage des connaissances sur les expériences de trois grands pays miniers africains, véritables cas d'école en matière de RSE, qui sont cruciales pour comprendre les dynamiques à l'œuvre dans le secteur à l'échelle du continent et pour apporter les ajustements structurels nécessaires dans une perspective de développement durable.

En définitive, l'ouvrage représente un apport significatif aux connaissances empiriques sur la RSE et aux débats sur sa portée développementale, spécifiquement en Afrique. L'aspect théorique aurait pu être plus longuement développé, le chapitre 1 étant moins étoffé que les trois autres. Cela dit, l'abondante littérature sur la RSE et la pluralité des initiatives qui s'en réclament peuvent expliquer ce choix. Face à l'impossibilité de prétendre à

une revue exhaustive, le chapitre théorique effectue un survol sélectif et condensé de la littérature, évoquant les idées les plus pertinentes et laissant une ouverture à des recherches futures.

Lynda HUBERT TA
Faculté de droit, Université Laval
Québec, Canada

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

La ruse et la force

Jean-Vincent HOLEINDRE,
2017, Paris
Perrin, 464 p.

Avec cet ouvrage, couronné du prix Émile Perreau-Saussine, qui récompense l'œuvre d'un chercheur en sciences humaines de moins de 40 ans, Jean-Vincent Holeindre entend réhabiliter la place de la ruse dans la pensée stratégique occidentale. Face au constat d'une historiographie de la guerre qui tend à minimiser le rôle de la ruse et, plus encore, face à la thèse d'un « modèle occidental de la guerre » qui se caractériserait par le culte de la force et le rejet de la ruse, l'auteur se propose d'écrire une autre histoire de la stratégie, qui vienne éclairer la présence continue de la ruse tant dans la pratique que dans la réflexion stratégiques occidentales depuis l'Antiquité. L'ouvrage combine habilement histoire de la guerre et histoire des idées stratégiques (même si l'accent,

dans les deux premières parties du moins, est davantage mis sur cette seconde approche). Il s'appuie sur un corpus qui, s'il ne prétend pas à l'exhaustivité, impressionne néanmoins tant par sa taille que par sa diversité : aux côtés de classiques de la pensée militaire, politique et juridique (Clausewitz, Machiavel, Grotius, etc.), l'on retrouve des œuvres littéraires et théologiques (Hésiode, Homère, la Bible, etc.) et, surtout, un nombre important de théoriciens de la guerre, peu connus pour la plupart en dépit du caractère souvent fondateur de leur réflexion et de l'influence qu'ils ont pu avoir (Xénophon, Énée le Tacticien, Frontin, Folard, Joly de Maizeroy, etc.).

L'ouvrage se décompose en trois parties de longueur inégale, organisées chronologiquement. La première, de loin la plus volumineuse, est consacrée à l'Antiquité – période de formulation des questionnements fondamentaux sur les rapports entre force et ruse autour desquels va s'organiser durablement la réflexion stratégique. Holeindre montre bien que la valorisation de la force qui caractérise les civilisations grecque et romaine s'accompagne néanmoins d'un certain pragmatisme dans l'usage de la ruse. Leur idéal de la guerre comme affrontement réglé, face-à-face, ne résiste pas à la pratique. Contre des ennemis qui ne se battent pas « à la régulière » ou qui font planer une menace existentielle, la ruse s'impose comme une ressource

utile, permettant de compenser une infériorité militaire ou de gagner à moindre coût. Ce faisant, l'on assiste, tant chez les Grecs que chez les Romains, à une normalisation progressive de la ruse. De même émerge logiquement un discours visant à légitimer le recours à la ruse dans certaines circonstances. Chez les Romains, celui-ci prend la forme d'une opposition entre la ruse perfide (quand il y a rupture du serment) et la ruse tolérée (comme sanction de la ruse perfide adverse). Cette dichotomie, qui repose sur le critère de la « bonne foi », constitue l'un des piliers de la théorie de la « guerre juste » et sera réappropriée, d'abord par la pensée chrétienne (saint Augustin, Thomas d'Aquin), ensuite par la pensée juridique (Grotius, Vattel).

Dans la deuxième partie, qui porte sur la « modernité » stratégique, Holeindre s'intéresse aux pratiques guerrières du Moyen-Âge jusqu'à la Révolution française. Si la figure du chevalier médiéval apparaît en tout point opposée au recours à la ruse, d'autres acteurs au rôle grandissant y sont plus ouverts. C'est le cas de l'ingénieur militaire qui, dans un contexte de multiplication des sièges, s'appuie sur la ruse et l'intelligence pour pénétrer les défenses ennemies. C'est aussi le cas du mercenaire, et notamment du *condottiere* italien, qui voit dans la ruse un moyen d'éviter ou d'écourter le combat pour préserver sa vie. Sous l'influence combinée des penseurs

humanistes (Thomas More, Rabelais), des théoriciens modernes du droit de la guerre (Grotius, Vattel) et des philosophes des Lumières (Folard), la perception de la ruse connaît une évolution significative : jusqu'à simplement tolérée, elle est désormais encouragée, pour des raisons tant morales qu'intellectuelles. D'un côté, la ruse est perçue comme une manière plus « humaine » de faire la guerre étant donné qu'elle permet de limiter l'effusion de sang ; de l'autre, elle constitue une démonstration de l'intelligence du stratège et revêt même, dans une certaine mesure, une dimension esthétique. Cette valorisation de la ruse n'est toutefois pas durable. La deuxième partie s'achève ainsi par un chapitre consacré à Clausewitz, dont la pensée serait, selon Holeindre, en grande partie responsable du discrédit dans lequel est tombée la ruse au sein de la pensée stratégique contemporaine. Ce chapitre suscite cependant quelques réserves : l'auteur surestime peut-être la place de la concentration des forces dans la théorie clausewitzienne et sous-estime celle de l'intelligence du chef de guerre.

Enfin, dans une troisième partie bien plus courte et relevant davantage de l'histoire que de l'histoire des idées (même s'il consacre quelques développements à la théorie de « l'approche indirecte » de Basil Liddell Hart), Holeindre s'intéresse à la pratique de l'intoxication de l'ennemi lors

des deux guerres mondiales puis à l'importance prise par l'espion et la ruse, au détriment du soldat et de la force, dans le contexte particulier de la guerre froide. Pour finir, un dernier chapitre et la conclusion, particulièrement stimulants, analysent la situation actuelle marquée par le terrorisme islamiste et les conflits dits « asymétriques ». Holeindre y suggère notamment que le retour à une forme d'arrogance de la force et de mépris de la ruse peut contribuer à expliquer les difficultés occidentales face à des adversaires « irréguliers » qui n'hésitent pas à refuser l'affrontement direct et cherchent justement à contourner la force.

L'ouvrage est une réussite, tant sur la forme que sur le fond. Rédigé dans un style clair et agréable, il fait preuve d'une grande pédagogie dans le traitement des concepts mobilisés (*mêtis, fides, stratagème, etc.*). Surtout, il apporte un éclairage nouveau sur l'histoire de la stratégie occidentale en démontrant de façon convaincante la coexistence de deux traditions stratégiques, centrées autour de la ruse et de la force. En cela, il s'affirme comme une contribution importante aux études stratégiques et aux études sur la guerre.

Adrien SCHU
Centre Émile Durkheim
Bordeaux, France

La transformation des armées : enquête sur les relations civilo-militaires en France

Grégory DAHO, 2016, Paris
Éditions de la Maison des sciences
de l'homme, 408 p.

Enseigner les Relations internationales ou la politique étrangère exige souvent de faire référence à certains moments clés afin de créer une trame narrative qui appuie notre propos auprès des étudiants. Les événements entourant la fin de la guerre froide, les attentats du 11 septembre 2001 et les différentes interventions militaires qui s'ensuivirent sont généralement rappelés pour exposer les différents changements dans la sécurité internationale qui se sont opérés au cours des dernières décennies. Ces événements apparaissent à tort ou à raison comme les principaux facteurs expliquant la transformation de l'action des forces armées dans leurs opérations internationales. Autrement dit, les organisations militaires ne feraient que s'adapter à ces nouvelles situations que sont les crises humanitaires internationales et le terrorisme transfrontalier.

Dans son ouvrage *La transformation des armées*, adapté de sa thèse de doctorat, Gregory Daho propose tout le contraire. D'entrée de jeu, il remet en question cette thèse de l'adaptation aux chocs externes, qu'il juge simpliste et déterministe. Il avance plutôt que les grands changements et les réformes vécus par les armées françaises depuis la fin de la

guerre froide (la professionnalisation, les opérations interarmées, l'interopérabilité, etc.) résulteraient d'un ensemble d'interactions et de conjonctures d'ordre interne. Ces changements auraient pour effet de modifier les rapports entre les autorités civiles et militaires en France.

Pour appuyer son propos, Daho se penche sur le cas de l'institutionnalisation de la fonction de coopération civilo-militaire (la *Civil-Military Cooperation* [CIMIC]) par certains officiers des différents corps d'armée français (en premier lieu, officiers du commandement des opérations spéciales, de l'armée de terre et chefs des différents états-majors). Il examine également leurs rivalités, qui naissent de leur désir de contrôler cette institutionnalisation et les ressources budgétaires qui en découlent. En bref, la CIMIC est l'ensemble des activités réalisées dans le cadre d'une crise internationale par les militaires et visant à renforcer la coopération avec les différents acteurs civils et à effectuer la transition vers une situation de paix. Le concept de CIMIC, devenu une doctrine interarmées officielle en 2005, renvoie aux principes prônés dans la pensée stratégique contemporaine sur la contre-insurrection. D'ailleurs, l'auteur cite à quelques reprises des écrits portant sur les opérations de contre-insurrection lors de la décolonisation, notamment en Algérie, ou plus récemment ceux d'officiers qui ont mené les

opérations de contre-insurrection durant la guerre en Irak dans les années 2000.

Pour retracer l'histoire de l'institutionnalisation de la CIMIC sur plus de vingt ans (1989-2012), l'auteur se base sur une variété plus qu'appréciable de sources documentaires, dont une partie exclusive, et sur plus de 50 entrevues. Celles-ci ont été en grande majorité effectuées auprès d'officiers hauts gradés des différents corps d'armée français, ainsi qu'auprès de certains acteurs clés. La qualité de la recherche empirique constitue l'un des points forts de l'ouvrage de Daho. De même, les aspects de la méthodologie présentés dans l'introduction méritent d'être soulignés. Les différentes considérations discutées, et par conséquent prises en compte lors de la collecte et du traitement des données, pourront servir de balises à des chercheurs travaillant dans un contexte similaire. Par exemple, l'auteur traite de la manière d'aborder la relation entre le chercheur et les personnes interviewées dans le cadre militaire.

Cet ouvrage a le mérite de s'approprier certaines propositions théoriques et d'effectuer un rapprochement audacieux entre plusieurs courants. Au bout du compte, l'auteur réussit à convaincre le lecteur de la pertinence de la problématique posée et de ses objectifs de recherche, en plus de soulever des questions

qui alimenteront de futures études dans le domaine des relations civilo-militaires.

La démonstration de l'institutionnalisation de la CIMIC dans le temps suscite néanmoins quelques interrogations générales. On perd souvent le fil de l'argument principal en raison des choix dans le style de la présentation. Tout d'abord, l'auteur multiplie les citations, souvent très longues ou perdues dans le texte. Celles-ci ne sont pas assez encadrées par l'auteur. La surutilisation des sigles est un autre problème, bien qu'il ne soit pas simple de restituer l'esprit militaire sans employer toutes ces abréviations, qui sont une spécificité incontournable de ce sujet d'étude. Par ailleurs, Daho a pris soin de diviser l'institutionnalisation de la CIMIC en trois grandes périodes pour exposer ses différentes itérations. Cette division chronologique est justifiée et sert bien le propos de l'auteur. Cependant, cette trame narrative n'est pas toujours respectée tout au long de l'ouvrage, ce qui peut créer à l'occasion de la confusion chez le lecteur. Enfin, Daho fait référence à un large spectre de sources scientifiques appartenant à différents courants théoriques en Relations internationales, en politique publique et en sociologie. Il n'est pas toujours évident, même pour un lecteur averti, de comprendre à quel courant théorique l'auteur souhaite répondre.

Finalement, la lecture de *La transformation des armées* est

susceptible de plaire aux différents chercheurs universitaires en science politique, en sociologie ainsi qu'en administration publique qui étudient les enjeux touchant aux relations civiles-militaires ou les questions de stratégie militaire, même au-delà du cas français. Il en va de même des officiers militaires. En effet, plusieurs situations dégagées du cas français par Daho peuvent être mises en parallèle avec celles vécues par d'autres organisations militaires, comme les circonstances de différents théâtres d'opérations communs à plusieurs pays (l'ex-Yougoslavie et l'Afghanistan) ou les contextes administratifs de restrictions budgétaires et de réformes institutionnelles.

Philippe DUMAS
École nationale d'administration
publique
Montréal, Canada

Technology and leadership: international perspectives

*Daniel WATOLA et Allister
MAC INTYRE (dir.), 2017, Kingston
Canadian Defence Academy press,
241 p.*

Cet ouvrage collectif propose des pistes de réflexion sur la transition technologique des différentes forces armées. Les auteurs, autant civils que militaires, prennent soin de s'appuyer sur des études de cas afin de soutenir leurs argumentations. Selon eux, les forces armées s'adaptent lentement au changement tandis que, ces

dernières années, la technologie a évolué rapidement, posant de grands défis à ces organisations.

De façon générale, l'ouvrage aborde trois thématiques. Les trois premiers chapitres étudient le rôle que la technologie peut jouer dans la formation des militaires. Les sept chapitres suivants traitent de la relation que les organisations devraient avoir avec la technologie. Les deux derniers chapitres abordent l'intégration des médias sociaux dans les forces armées.

Dans la thématique de l'apprentissage, les auteurs discutent des nouvelles méthodes technologiques que les organisations peuvent adopter (vidéoconférences, examens variables générés par algorithmes, appareils portables ayant accès à Internet, etc.). Ils observent également de quelle façon les organisations militaires peuvent utiliser la technologie afin de recueillir de grandes quantités de données : le « big data ». Ces données seraient ensuite traitées par un ordinateur capable d'apprendre automatiquement (*machine learning*). L'ordinateur calculerait les chances de succès des étudiants tôt dans leur parcours, permettant ainsi aux professeurs d'intervenir avant que les élèves soient en difficulté. Reimer, Charlton et Lindsay traitent ensuite du rôle que la technologie aura dans l'évaluation des chefs militaires. Les auteurs notent qu'une évaluation d'un officier faite par un humain est souvent biaisée et

incomplète. La technologie permettrait de recueillir un grand nombre de données, de les traiter et de les modéliser rapidement afin de produire une analyse objective des dirigeants. Des officiers néo-zélandais, Gerling et Brewer, présentent ensuite leur méthode pour préparer des équipes au déploiement sur une courte période. Ils utilisent plusieurs modèles de recherche afin de maximiser l'entraînement. Les équipes s'entraînent habituellement en petits groupes où tous les membres sont appelés à participer activement. Les rétroactions de deux équipes ayant été déployées en Syrie et en Irak portent à conclure qu'en l'espace de deux jours, les équipes obtiennent les mêmes résultats qu'en huit jours de formation traditionnelle.

Pour ce qui est de la relation entre la technologie et l'organisation militaire, les auteurs abordent plusieurs thématiques intéressantes, notamment la perception que les personnes (alliés et ennemis) ont d'un robot en fonction de ses caractéristiques physiques, et leur obéissance à celui-ci. Dans un autre registre, Antonio Rosinha, un officier portugais, observe l'émergence d'un leader dans l'environnement technologique, dans la réflexion la plus pointue de l'ouvrage. Il étudie un nouveau style de gestion, appelé *edge leadership*. Il s'agit d'un « processus d'influence sociale, ayant comme vecteur la technologie, visant à modifier les attitudes, sentiments, pensées, et

comportements et performances d'un groupe d'individus ». Ce type de gestion est optimal dans les conflits complexes et instables d'aujourd'hui. Dans le chapitre suivant, Wong Siok Fun et Eileen Ang explorent la modification des interactions et l'efficacité des équipes de travail sous l'influence de la technologie. Selon eux, on assiste à une nouvelle révolution dans les affaires militaires (*revolution in military affairs*, RMA) : la rapidité des moyens de communication numériques provoquera un changement drastique dans l'organisation militaire. Ces transitions doivent être organisées adroitement afin d'assurer leur succès. Le cas du corps des Marines aux États-Unis illustre le succès de l'implantation d'une RMA. Cette branche a su mieux intégrer les nouvelles technologies, stratégies et doctrines que les autres branches. Les auteurs discutent de la façon dont les chefs militaires utilisent la technologie pour accroître les compétences de leurs subordonnés et augmenter l'efficacité organisationnelle. Demont-Biaggi et Jager abordent également de la place de la technologie dans la prise de décision afin de l'intégrer à ce processus. Plusieurs paramètres, dont la fiabilité et les limites des décisions, sont étudiés. Le chapitre suivant étudie l'utilisation optimale de la technologie dans le traitement de l'information, en particulier à trois niveaux essentiels : quelle information recueillir, comment l'obtenir et comment l'analyser ?

Dans la dernière partie, beaucoup plus succincte, les auteurs étudient les répercussions des médias sociaux sur les organisations militaires. Ils dressent la liste des aspects négatifs (augmentation de la transparence des décisions, collecte de données par l'ennemi et présence de civils dans les zones dangereuses) et positifs (engagement de la population civile dans les opérations, communication avec les proches et intégration des nouvelles générations) causés par l'utilisation des technologies de l'information. La transparence, vue négativement, impose un stress supplémentaire au chef militaire. Celui-ci a peur de prendre une décision, puisqu'il y a de plus grandes répercussions qu'autrefois. D'autre part, grâce aux médias sociaux, les leaders peuvent interagir, comprendre et influencer les membres de la génération « Y » qui composeront bientôt la majorité des organisations. Sans les médias sociaux, il serait difficile d'intégrer cette génération. La recommandation finale des auteurs est de ne pas accepter totalement ces changements, mais plutôt de réguler leur utilisation afin d'en minimiser les contrecoups potentiels.

Cet ouvrage apporte de bonnes idées pour quiconque s'intéresse à la gestion des structures gouvernementales, et de bonnes pistes de réflexion sur la manière d'effectuer le virage technologique dont ces organisations ont besoin. Il montre bien les limites de la technologie, en

particulier dans un environnement à haut risque tel que les forces armées. Cet ouvrage élude cependant un point capital qui est la nature changeante des conflits. En effet, force est de constater que les militaires, en particulier les hauts gradés, sont de moins en moins présents sur le champ de bataille, et qu'il en découle donc un changement considérable de leur fonction. Or ce changement n'est traité que marginalement dans un seul article et l'ouvrage aurait eu fort à gagner à exploiter davantage ce thème.

Samuel JIMENEZ
Hautes études internationales
Université Laval
Québec, Canada

RÉGIONALISME ET RÉGIONS NORD

2^e prix du concours
de recensions 2017

Geopolitics and Security in the Arctic: Regional Dynamics in a Global World

*Rolph TAMNES et Kristine
OFFERDAL (dir.), 2016, New York
Routledge, 198 p.*

À rebours des discours alarmistes qui prédisent régulièrement, jusque dans les plus grands médias, l'imminence d'une course aux ressources ou aux armements dans l'Arctique, le présent ouvrage met au contraire l'accent sur la stabilité géopolitique du Grand Nord.

Dans un premier chapitre sur l'histoire des relations géopolitiques dans l'Arctique au vingtième siècle, Tamnes et Holtmark décrivent une région où sont aux prises différents États dont les intérêts divergent, mais qui sont condamnés à cohabiter. En plus d'un rappel historique, ce chapitre pose un cadre conceptuel pour l'ouvrage, car il évoque déjà ce qui en constitue le fil conducteur : l'émergence historique d'une pluralité d'arrangements institutionnels dans l'Arctique, qui assure la sécurité des États et des sociétés. Chacun des cinq chapitres qui suivent se penche plus précisément sur un grand enjeu contemporain des relations géopolitiques ou de la sécurité. Celle-ci est comprise ici dans une acception ouverte, à la fois étatique et sociétale ; on y retrouve les questions d'accès aux ressources pétrolifères et de protection de l'environnement (chapitres 4 et 5), et une distinction est faite entre les moyens militaires affectés à la sécurité de l'État et les moyens affectés à la sécurité civile (chapitre 7).

Les huit auteurs, des chercheurs pour le programme norvégien *GeoPolitics in the High North*, analysent au fil des chapitres la variété des dispositifs qui, pris ensemble, dessinent un régime de gouvernance particulier. L'étude se penche surtout sur les activités, les stratégies politiques et les relations entre les cinq principaux pays ayant une frontière au nord du cercle polaire (Canada, Danemark/Groenland,

États-Unis, Norvège, Russie), mais les auteurs étendent régulièrement leurs analyses aux États plus périphériques jouant un rôle dans l'Arctique (pays scandinaves, Union européenne, voire Asie de l'Est). Ce régime arctique aux vastes contours comprend des organisations formelles comme le Conseil de l'Arctique, des traités internationaux comme la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, mais aussi des arrangements en partie informels. Ce dernier cas est mis en évidence par une analyse fine du cas exemplaire du Svalbard (chapitre 4). La situation de cet archipel disputé, au cœur des convoitises stratégiques scandinaves, européennes et russes, est désormais stable, faite de compromis juridiques, de conventions tacites quant à l'usage de la mer et d'institutions permettant d'accepter et de contenir une divergence de vues entre les pays sans obérer leurs collaborations. Les accrochages entre garde-côtes norvégiens et pêcheurs russes, bien que spectaculaires, demeurent rares et n'entraînent de réaction que rhétorique.

Les auteurs montrent ainsi avec acuité que le régime de gouvernance de l'Arctique assure une stabilité géopolitique au niveau régional, dont ils dégagent les conditions de possibilité. Celles-ci traduisent souvent des arrangements d'ordre mondial entre des États ou des organisations pour qui l'Arctique est un intérêt géostratégique parmi d'autres, doublé d'une interface géographique

commune. Paradoxalement, le flou et la complexité de cet équilibre en sont les meilleurs garants, ce que Stokke appelle une « incertitude constructive » (« *productive unclarity* », page 131). En effet, cet équilibre procède d'une multitude de relations juridiques bilatérales et internationales, politiques et économiques, encadrées dans un réseau de relations interétatiques (Offerdal décrit dans le chapitre 4 les différents cercles internationaux de collaboration : « *Arctic Five* », « *Arctic Eight* » et nouveaux venus). Cette stabilité est moins synonyme de fixité que de dynamisme, car certains conflits de souveraineté territoriale ne sont pas formellement réglés ; le cas le plus célèbre est celui du passage du Nord-Ouest, revendiqué comme eaux intérieures par le Canada et la Russie, comme eaux internationales par l'Union européenne et les États-Unis. Néanmoins, les États ont le plus souvent « convenu de leurs désaccords » (« *agree to disagree* », page 171), acceptant le *statu quo* dans le moyen terme.

À cette lecture institutionnaliste l'ouvrage intègre une analyse réaliste, en montrant que les arrangements qui garantissent la stabilité dynamique de l'Arctique tiennent avant tout à l'intérêt bien compris qu'ont les puissances arctiques à maintenir cet équilibre. En effet, la complexité des relations impliquées et la minimisation des divergences font qu'une rupture d'équilibre présenterait des risques qu'aucun État, à commencer par la Russie, ne semble

prêt à prendre. Tamnes et Offerdal en concluent qu'une escalade conflictuelle inhérente à l'Arctique est peu probable, que ce soit sur des questions militaires ou liées aux ressources – la plupart de ces dernières se situant sur des territoires dont la propriété nationale ne fait pas débat.

Au cours de la lecture, on regrette que, malgré le large horizon d'acteurs étudiés, les différentes organisations de la société civile ne fassent pas l'objet d'une attention particulière. Si les États sont bien au cœur des mécanismes de stabilité géopolitique, des acteurs non étatiques peuvent émerger et perturber ce jeu bien réglé en cherchant à tisser de nouvelles alliances. C'est le cas des organisations autochtones qui aspirent à plus d'autodétermination, par exemple à travers le Conseil circumpolaire inuit ou le nouveau ministère des Affaires étrangères du Groenland. L'ouvrage pourrait aussi bénéficier d'une mise à jour qui donnerait toute sa place à une analyse du

rôle et de la stratégie nouvelle de la Chine dans l'Arctique. En dépit de ces réserves, l'ouvrage parvient à résumer clairement la situation géopolitique contemporaine de l'Arctique, en gardant un œil sur les problématiques régionales et l'autre sur les enjeux nationaux et mondiaux essentiels à la compréhension de ce qui se joue dans le Grand Nord. Les auteurs réussissent à la fois à rédiger un bon manuel pour qui s'intéresse aux questions de géopolitique et de sécurité dans l'Arctique et à établir une thèse originale, qui invalide les discours alarmistes des pythies médiatiques d'une nouvelle guerre froide et déconstruit les effets d'annonce et les stratégies rhétoriques des gouvernements intéressés par l'Arctique.

Julien PONGÉRARD

Département de sciences sociales, École
normale supérieure de Paris-Saclay
Paris, France

Département de géographie,
Université de Montréal
Montréal, Canada